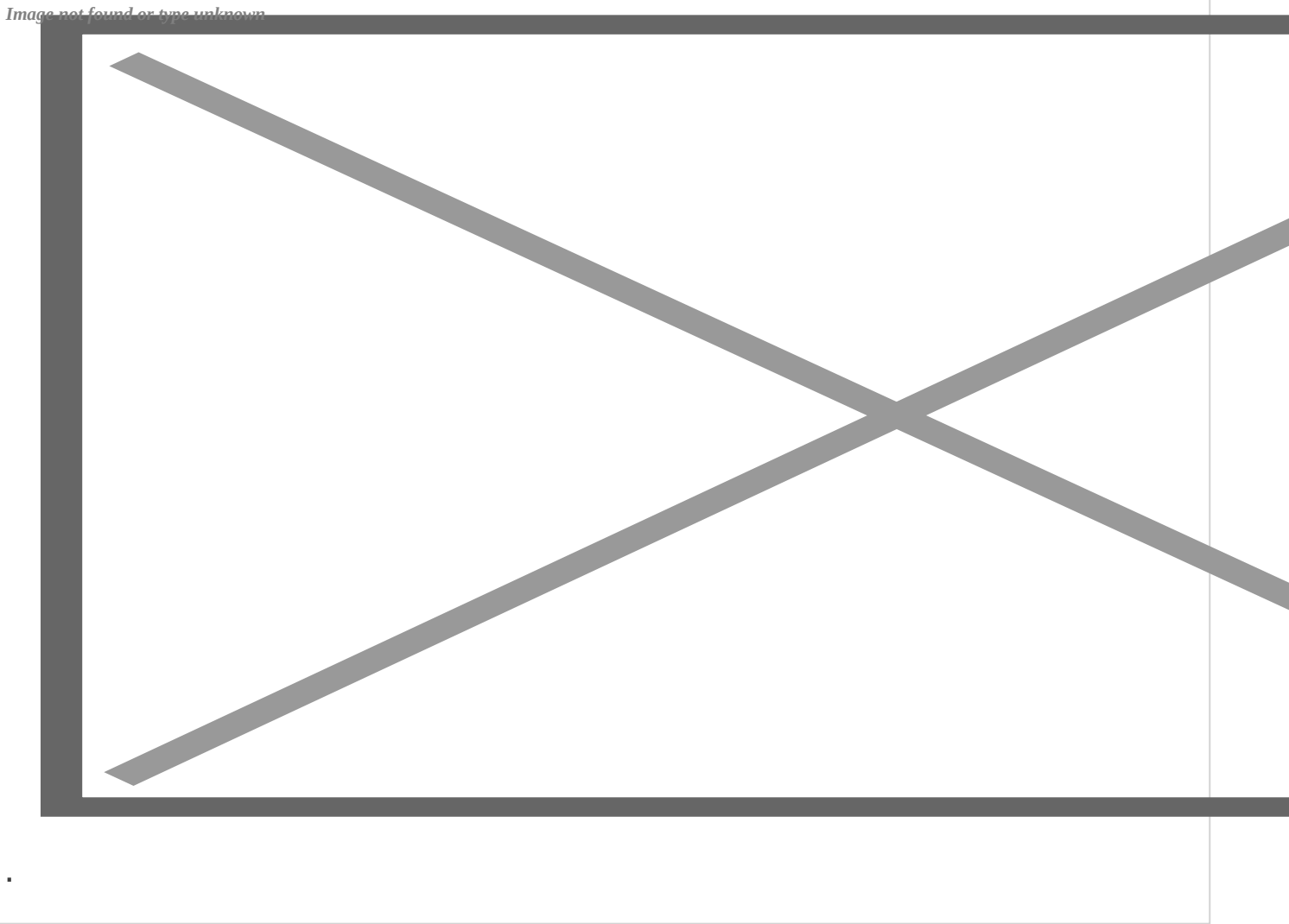


L'UE confirme son rejet du blocus de Cuba

Image not found or type unknown



La Havane, 21 juin, (RHC)- L'Union européenne a averti que le blocus de Cuba par les États-Unis a un impact négatif sur ses intérêts.

Le bloc des 27 États européens a ainsi pris position face au rapport préparé par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à la demande de l'Assemblée générale de l'ONU dans sa résolution de 2019 sur la nécessité de mettre fin au siège économique, commercial et financier imposé par Washington à Cuba.

Dans son évaluation, l'UE a précisé que les mesures unilatérales nord-américaines contre Cuba violent les règles acceptées par les pays pour le commerce international et insisté sur la nature extraterritoriale

du blocus, exprimée entre autres par les lois Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996).

Bruxelles a également souligné dans son rapport au Secrétaire général de l'ONU, l'impact économique du blocus sur Cuba et le niveau de vie de ses habitants, y compris dans le domaine humanitaire.

«Le blocus constitue un obstacle supplémentaire à la capacité de Cuba à faire face à la pandémie de Covid-19», dénonce le rapport de Bruxelles.

L'administration de Donald Trump (2017-2021) a adopté 243 mesures pour renforcer le siège visant à asphyxier l'île, dont 55 prises en pleine pandémie. Ces décisions restent en vigueur cinq mois après l'arrivée à la Maison Blanche de Joe Biden. Et pourtant ce dernier a promis, en campagne électorale, de revenir sur plusieurs d'entre elles.

L'UE a rappelé que son Conseil des ministres avait adopté en novembre 1996 des règlements visant à protéger les intérêts européens, tant des entreprises que des personnes physiques, face aux effets extraterritoriaux de la loi Helms-Burton, dont les titres III et IV ont été activés en 2019 par Trump pour accroître la pression sur les investisseurs étrangers désireux de faire des affaires avec Cuba.

En ce sens, l'UE a exhorté les États-Unis à cesser de les appliquer et s'est montrée disposée à utiliser des instruments et des options pour protéger les activités économiques de ses citoyens et entreprises dans le pays des Caraïbes.

Le bloc a également défendu son accord de dialogue politique et de coopération avec Cuba, qui est appliqué provisoirement depuis le 1er novembre 2017.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/261391-lue-confirme-son-rejet-du-blocus-de-cuba>



Radio Habana Cuba